

Descriptif d'enseignement – 2016/2017

Cycle Master

Intitulé du cours : **Politiques sanitaires et sociales**

Course's title :

Enseignant(s) : Frank Bachelet

Fonction(s) : Maître de conférences, IEP de Lille

Type de cours : Séminaire d'ouverture Semestre 1 Semestre 2

Résumé du cours – Objectif:

Traditionnellement l'analyse des politiques sanitaires et sociales mobilise des sociologues, des économistes, des juristes, des politistes mais aussi des administrateurs qui rédigent des manuels, participent aux comités de rédaction des revues spécialisées. Ces pluralités d'approches sont révélatrices de l'importance des questions sociales pour la compréhension des systèmes politiques et plus largement pour l'analyse des systèmes sociaux. Comme le note P. Rosanvallon, analyser le social c'est décrire la manière dont une « société expérimente l'énigme de sa cohésion et tente de conjurer le risque de sa fracture ».

Dans ce séminaire on privilégiera le point de vue de la science politique en analysant les politiques sociales sous les angles de l'action publique et des mobilisations politiques. Quel est le fonctionnement concret des institutions ? Comment s'organisent les systèmes de pouvoir et de décision ? Qui décide et comment décide-t-on ? Quels moyens collectifs de régulation et de contrôle sont à l'œuvre ? Construite initialement autour d'une solidarité socio-professionnelle, puis sur une solidarité de plus en plus étatique et nationale, la protection sociale est aujourd'hui gouvernée à partir d'un enchevêtrement d'échelles et de légitimités. Il n'existe pas un gouvernement du social mais un ensemble d'institutions et de groupes publics et privés, dotés de ressources propres qui participent à la complexification des systèmes de décisions et à la confusion des légitimités.

Les questions de politiques sociales soulèvent d'importants enjeux politiques.

-Si on se place du côté des citoyens on remarque qu'il s'agit sans doute d'un des thèmes du débat public qui a le plus de réalité à leurs yeux. Ils sont directement concernés par ces questions comme usagers du système de soin, comme retraités, comme cotisants ou contribuables. Il existe autour des questions de santé, de retraite, de protection sociale une opinion publique réelle et mobilisable.

-Si on se place du côté des responsables publics le périmètre budgétaire de la protection sociale est immense: environ 1/3 de la richesse nationale.

Toutes ces questions seront abordées dans trois chapitres. Dans un premier temps, avec une perspective historique, on retracera les processus sociopolitiques du développement des politiques sociales. On s'arrêtera ensuite sur une institution majeure et indépassable de toute politique sanitaire et sociale : la Sécurité sociale. Ce sera l'occasion de présenter dans une perspective comparée les systèmes d'assurance retraite et santé ainsi que l'organisation des médecines libérale et hospitalière. Le dernier chapitre sera consacré à la solidarité et aux nouvelles approches de la question sociale dans un système politique de plus en plus décentralisé.

Au total l'analyse des principales institutions sanitaires et sociales souligne qu'elles sont une clef de compréhension du système politique dans son ensemble.

L'observation de longue durée montre que la construction étatique et le développement de la protection sociale sont intimement liés. Au 20^e siècle le développement de la démocratie moderne est indissociable des progrès de l'État-providence. La Sécurité sociale par les protections qu'elle met en œuvre, les transferts de revenus qu'elle organise, occupe une place centrale dans l'économie et le système politique. Aujourd'hui on assiste à une recomposition parallèle des institutions sociales et politiques. En effet la libéralisation de la protection sociale, très nette en matière de retraite et d'assurance maladie, n'est qu'une facette d'une lutte plus large entre régulations politique et marchande. Cette lutte remet en cause les cadres de protection collectives (générationnels, professionnels, catégoriels...) à partir desquels s'est construite la protection sociale.

Sur le temps court, celui de l'action publique, on soulignera que les institutions sociales sont difficilement gouvernables. L'action sociale est marquée par la permanence des conflits (médecins/assurance maladie, syndicats/État, gestion publique/gestion privée...). Dans ce contexte les pouvoirs publics ont une maîtrise imparfaite de leur environnement, ils font face à une société civile professionnalisée et organisée de longue date sous forme associative, mutualiste ou syndicale. D'où ce paradoxe : l'action sanitaire et sociale est au centre des politiques publiques mais la souveraineté des autorités publiques est contestée et limitée.

Evaluation :

Selon les effectifs du séminaire l'évaluation se fera autour d'une épreuve orale ou d'un dossier.

Plan – Séances :

.....	<u>Chapitre 1. Les facteurs du développement de la protection sociale</u>
	<u>Section 1. L'émergence d'une action publique</u>
	<u>Section 2. Les politiques sociales de l'État-providence</u>
	<u>Section 3. La délégitimation contemporaine du social</u>
	<u>Section 4. Mondialisation et européanisation du social</u>
	<u>Chapitre 2. La Sécurité sociale</u>
	<u>Section 1. L'institution</u>
	<u>A. Les précédents</u>
	<u>B. Les ordonnances du 4 octobre 1945</u>
	<u>C. L'organisation contemporaine</u>
	<u>1. L'organisation administrative</u>
	<u>2. L'autonomie contestée : la tutelle étatique</u>
	<u>3. L'organisation financière</u>
	<u>Section 2. La santé</u>
	<u>A. L'offre de soins</u>
	<u>B. La médecine libérale</u>
	<u>1. Les modèles étrangers</u>
	<u>2. Le modèle français et ses paradoxes</u>
	<u>3. La difficile régulation des dépenses</u>
	<u>C. La médecine hospitalière</u>
	<u>1. La planification hospitalière</u>
	<u>2. La dichotomie public/privé</u>
	<u>3. Le gouvernement de l'hôpital</u>
	<u>Section 3. Les retraites</u>
	<u>A. Principes et modèles d'organisation</u>
	<u>1. Répartition et capitalisation</u>
	<u>2. Les modèles étrangers</u>
	<u>B. Le système français</u>
	<u>1. Le régime général de 1945</u>
	<u>2. Réformes et perspectives d'avenir</u>
	<u>Chapitre 3. L'aide sociale</u>
	<u>Section 1. Le gouvernement de l'aide sociale et ses limites</u>
	<u>Section 2. La lutte contre la pauvreté : du RMI au RSA</u>
	<u>Section 3. La dépendance</u>

Bibliographie :

Ouvrages

BACHELET (Frank), *Les politiques sociales et leurs institutions*, L'Harmattan, 2010

BELORGEY (Nicolas), *L'hôpital sous pression*, La Découverte, 2011

CASTEL (Robert), 1995, *Les métamorphoses de la question sociale*, Fayard.

CHEVALLIER (Jacques), COCHART (Dominique), dir, 1992, *La solidarité : un sentiment républicain ?* PUF.

CHEVALLIER (Louis), 1958, *Classes laborieuses et classes dangereuses à Paris pendant la première moitié du XIX^e siècle*, Plon.

- DONZELOT (Jacques), 1977, *La police des familles*, Ed. Minuit.
- DONZELOT (Jacques), ESTÈBE (Philippe), 1994, *L'État animateur*, ed. Esprit, 238p.
- ESPING-ANDERSEN (Gosta), 1999, *Les 3 mondes de l'État-providence : essai sur le capitalisme moderne*, PUF.
- EWALD (François), 1986, *L'État-providence*, Paris, Grasset.
- FOUCAULT (Michel), 1996, *L'histoire de la folie à l'âge classique*, Gallimard.
- GAXIE (Daniel) dir, 1990, *Le social transfiguré*, PUF..
- HASSEUTEUFEL (Patrick), 1997, *Les médecins face à l'État*, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, Paris.
- HIRSCH (Martin), VILLENEUVE (Sylvianne), 2006, *La pauvreté en héritage*, R. Laffont, 218p.
- JOBERT (Bruno), dir, 1994, *Le tournant néo-libéral en Europe*, L'Harmattan.
- LENOIR (René), 1974, *Les exclus. Un Français sur 10*, Seuil, 180p.
- MAJNONI d'INTIGNANO (Béatrice), 2009, *Santé et économie en Europe* ; PUF, coll. QSJ.
- PALIER (Bruno), 2002, *Gouverner la Sécurité sociale : les réformes du système français de protection sociale depuis 1945*, PUF.
- PALIER (Bruno), 2003, *La réforme des retraites*, PUF, coll. QSJ.
- PAUGAM (Serge), 1993, *La société française et ses pauvres. L'expérience du Revenu Minimum d'Insertion*, PUF.
- PIERRU (F), GRANGER (B), *L'hôpital en sursis. Idées reçues sur le système hospitalier*, ed. Cavalier Bleu, 2012
- POLLET (Gilles), 1994, *L'État et les retraites, genèse d'une politique*, Belin.
- REVUE FRANÇAISE DES AFFAIRES SOCIALES, 2006, *Réformes et régulation des systèmes de santé en Europe*, n°2-3, avril/sept.
- ROSANVALLON (Pierre), 1981, *La crise de l'État-providence*, Seuil.
- ROSANVALLON (Pierre), 1985, *La nouvelle question sociale. Repenser l'Etat-providence*. Seuil
- VERDES-LEROUX (Jeannine), 1981, *Le travail social*, Ed. Minuit.
- Articles**
- Bachelet (Frank), 1991, « Les mots pour le dire : l'enjeu de l'enfance maltraitée », *Politix*, n°16, p 91-97.
- Bonoli (Giuliano), Palier (Bruno), 1999, « Phénomènes de Path Dependence et réformes des systèmes de protection sociale », *Revue française de science politique*, n°3, p. 399-420.
- Frinault (Thomas), 2005, « La réforme de l'allocation dépendance ou comment bricoler une politique publique », *Revue française de science politique*, n°4, p. 607-632.
- Gaxie (Daniel), 1990, « Les contradictions de la représentation politique », dans *Le social transfiguré*, PUF, p. 193-199.
- GRIGNON (C), « Le financement du système de santé et le partage obligatoire-volontaire », *RFAS*, n°4, 2010, pp53-73
- Mathiot (Pierre), 2006, « Les acteurs administratifs dans la production des politiques publiques sociales » ; in Dreyfus (F.), Eymeri (J.-M.) (dir), *Science politique de l'administration*, Economica, p. 121-142.
- Palier (Bruno), 2000, « Does Europe matter ? Européanisation et réforme des politiques sociales des pays de l'Union Européenne », *Politique européenne*, n°2.
- PIERRU (Frédéric), « Le mandarin, le gestionnaire et le consultant. Le tournant néolibéral de la politique hospitalière », *ARSS*, n°194, pp 32/51
- Renard (Didier), 1988, « Une définition institutionnelle du lien social », *Revue française de science politique*, n°3.
- Sawicki (Frédéric), 1991, « Les questions de protection sociale dans la campagne présidentielle française », *Revue française de science politique*, n°2, p.171-196.
- Wacquant (Loïc), 1998, « De l'État social à l'État pénal », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°124.